

Questions orales

M. MacEachen: . . . si nous ne réussissons pas à abaisser le taux d'inflation qui nuit à l'investissement. Le député ne l'a pas encore compris.

Des voix: Bravo!

* * *

LE BUDGET

LES CONSEILLERS DU MINISTRE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, si les nombreux Canadiens que j'ai rencontrés au cours des trois dernières semaines que j'ai consacrées à visiter différentes régions du Canada—je travaillais, moi, contrairement au loup du cap Breton qui broyait du noir dans sa tanière—m'ont dit quelque chose, c'est essentiellement que le budget actuel élimine des emplois.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: A toutes les étapes de l'élaboration de son budget, le ministre a fait preuve d'un manque de souplesse inouï. Par ailleurs, la hausse des taxes qu'il impose aux Canadiens est également sans exemple. Nous traversons la pire récession depuis la dépression.

Hier, le ministre a déclaré que le moment serait mal choisi de stimuler l'économie, et qu'il préférerait attendre jusqu'au mois de juillet, alors que la situation se serait peut-être améliorée. Pourtant, tous les spécialistes—et le ministre n'appartient certainement pas à cette catégorie—nous disent que la situation sera encore pire en juillet prochain. Le ministre pourrait-il nous dire si ce sont les mêmes fonctionnaires qui l'ont conseillé au moment où il a élaboré le budget qui le conseillent encore aujourd'hui?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député se contredit encore une fois. Il me reproche d'avoir manqué de souplesse dans ma façon d'aborder le budget et les mesures économiques. Lorsque j'ai annoncé le 18 décembre mon intention d'apporter des modifications au budget en réponse aux instances que j'avais reçues de diverses régions de notre pays . . .

M. Epp: Retirez donc tout simplement votre budget, Allan, et passons à autre chose.

M. MacEachen: . . . le député a pris immédiatement la parole pour réclamer ma démission, en raison de cet énorme recul qu'il impute maintenant à mon manque de souplesse.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Vous ne vous souvenez même pas des propos que vous avez tenus la veille.

ON DEMANDE LE RENVOI DE CERTAINES DISPOSITIONS À UN COMITÉ PARLEMENTAIRE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, le ministre et ses députés de l'arrière-ban savent très bien qu'il a été forcé de battre en retraite de la sorte parce que son budget est stupide.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Le budget n'est qu'une offensive fiscale qui va déléster bien des Canadiens de programmes sociaux et économiques valables qui étaient approuvés par la majorité des Canadiens. Depuis ce changement, bien des Canadiens ont cessé de croire que le gouvernement comprend la situation. Depuis une couple de semaines on ne cesse de nous demander si le gouvernement sait ce qu'il fait. Le ministre peut-il expliquer pourquoi il refuse de retirer et de supprimer les modifications fiscales relatives à certains programmes, comme ceux de soins dentaires et de santé, les mesures favorisant l'épargne et les charges fiscales des pensionnés, et charger un comité de la Chambre d'étudier le problème?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, si le député se fie aux statistiques que son chef a citées hier à la Chambre, je ne suis aucunement surpris de le voir dans une impasse, comme en témoigne sa question. Le chef de l'opposition a déclaré hier que des millions de Canadiens verraient leur revenu imposable augmenter de \$500 à cause du budget. C'est faux, tout comme les autres allégations du député.

● (1420)

M. Clark: Prouvez-le!

Une voix: Bien joué!

* * *

LES FINANCES

LES DÉGRÈVEMENTS POUR LE CARBURANT AGRICOLE

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Madame le Président, c'est au ministre des Finances que je pose ma question. Elle a trait à la situation qui existe dans le secteur agricole. Le ministre voudrait-il m'accorder son attention?

Pour la première fois de notre histoire, des agriculteurs cessent de produire à cause des incertitudes que créent les interventions dans l'économie. Ce phénomène, qui n'a rien à voir avec les conditions atmosphériques ou les marchés, va faire monter sensiblement le prix des aliments à la consommation et, par contrecoup, attiser l'inflation.

Plus précisément, le ministre peut-il donner aux producteurs l'espoir que le gouvernement va les aider à se maintenir en activité et à contenir ainsi la hausse du prix des aliments? J'ai une proposition précise à faire à cet égard. Le ministre envisagerait-il un dégrèvement plus élevé pour le carburant qui sert à la production d'aliments? La proposition est raisonnable, quand on songe que le gouvernement prélève actuellement entre 40 et 60 cents sur un gallon . . .

Mme le Président: A l'ordre. Le député a-t-il une question à poser?

Des voix: Oh, oh!

M. Mayer: Madame le Président, j'ai demandé au ministre s'il envisagerait d'accorder aux agriculteurs un dégrèvement pour le carburant utilisé dans la production alimentaire. Je lui signale que le gouvernement fédéral perçoit actuellement entre 40 et 60 cents de taxes sur un gallon de carburant.